

Archives

Sarkozy-Merkel, un sinistre bégaïement

dimanche 21 août 2011

Déclaration de Jacques Cheminade

Paris, le 20 août 2011 — La lettre adressée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel au président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, pourrait être qualifiée de testament de fin de vie. En effet, face à la crise la plus grave du monde contemporain, le Président de la République française et la Chancelière allemande se sont non seulement comportés en nains politiques, incapables de juger la nature de l'ouragan financier qui vient, mais ils ont répété les erreurs du Chancelier allemand Brüning en 1930-1932 et du Président du Conseil Pierre Laval en 1935, en promouvant une austérité suicidaire.

Leurs « solutions » ne sont au mieux que des sparadraps sur une blessure qui devient mortelle pour nos Etats-nations et leurs peuples. Alors que la priorité absolue est de faire redémarrer les économies et de rétablir une justice sociale, ils ont repris la rengaine de l'équilibre budgétaire à tout va. Ce n'est pas en baptisant « règle d'or » ce qui est en réalité une euthanasie économique que l'on change quoi que ce soit au sujet. Ce n'est pas en « étendant les prérogatives du FESF/MES » que l'on change quoi que ce soit au fond des choses : les gouvernements européens prétendent sauver l'euro et les pays endettés, mais en fait, la Banque centrale européenne aujourd'hui, et demain le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité, tout comme la Réserve fédérale américaine, émettent de la monnaie de singe pour sauver les mégabanques qui ne sont ni françaises, ni allemandes, ni américaines, mais constituent les forces armées de la City et de Wall Street. L'aveu est inscrit dans le texte de Mme Merkel et de M. Sarkozy : « Leur efficacité (du FESF/MES, Ndt) sera améliorée et leur flexibilité accrue, en lien avec des conditionnalités appropriées ». C'est le langage, la manière d'être et de faire, comme l'illustre le cas de la Grèce, du Fonds monétaire international. Mme Merkel a d'ailleurs bien parlé d'un « Fonds monétaire européen ».

Agissant comme Gribouille, qui pour ne pas se faire mouiller par la pluie sautait au fond de la mare, Mme Merkel et M. Sarkozy entendent sauver l'euro en redoublant les erreurs qui ont présidé à sa création. « Nous encourageons vivement les gouvernements et les parlements de l'ensemble des Etats membres de la zone euro à s'engager à revoir leurs projets de budget en cas de recommandations faites dans le cadre du semestre européen ». En clair, suivant les « analyses et recommandations fournies par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international », les Etats devront continuer à renflouer les établissements financiers et imposer l'austérité à leurs peuples et la privatisation à leurs économies. Tout cela au nom d'une dette et d'un déficit qui ont été créés avec de la fausse monnaie et qu'on demande maintenant de rembourser avec de la vraie sueur, du vrai sang et de vraies larmes. C'est l'austérité supranationale pour servir les joueurs, les spéculateurs et les

escrocs, en détruisant les fondements constitutionnels de notre société, une économie de la mort.

Car tout ce système est mort, et les croupiers des banques d'affaires et les croque-morts des gouvernements ne peuvent que ralentir l'échéance de la constatation du décès en créant des circonstances plus pénibles lors de la cérémonie funèbre à venir.

Le problème est qu'ils sont en train de nous entraîner avec eux et que l'opposition socialiste ne conçoit pas d'autre système. Même un économiste modéré et quelque peu monétariste à ses heures comme Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques, le souligne amèrement : « *Cette idéologie simpliste, appelant à une réduction des dépenses, demeure majoritaire. Y compris au PS. Ce n'est pas nouveau. Lors du débat sur la Constitution européenne, certains socialistes se sentaient déjà obligés de courber l'échine pour entrer dans le club des gens sérieux'. Leur alignement d'aujourd'hui sur la réduction du déficit budgétaire à 3 % en 2013 relève du même besoin. Et ce n'est pas de la manipulation ; ils se sont vraiment autoconvaincus de leur impuissance à conduire une autre politique !* »

Dans ces conditions, s'écrier « eurobonds, eurobonds, eurobonds ! » comme autant de nouveaux cabris, en prétendant mutualiser la dette totale européenne au profit des plus faibles, ne revient qu'à masquer la pompe à finances en faveur des grandes banques d'affaires, déguisant le père et sans doute aussi la mère Ubu en dames patronnesses.

Certes, il y a bien une dette et un déficit. La vraie dette est celle que nous avons contractée vis-à-vis des générations passées et que nous devons acquitter envers les générations futures, pour créer les conditions d'un vouloir vivre en commun. Et le vrai déficit est le déficit d'emploi envers les jeunes, qui sont notre chance d'avenir. Par rapport à celles-là, la dette et le déficit dont on nous rebat les oreilles ne sont au mieux que des reflets sur les murs de la caverne, au pire le résultat des tribulations de joueurs invétérés et d'escrocs ayant agi et continuant à agir en bande internationale organisée.

Notre proposition de Glass-Steagall, revenant à refuser de renflouer les spéculations des banques d'affaires en les séparant des opérations légitimes des banques de dépôt et de crédit, qui en principe servent les déposants et nourrissent l'économie, est une mesure simple et urgente qui vise à tarir le mal à sa source. Le reste ne revient qu'à disposer autrement les chaises-longues sur le pont du Titanic, en se bandant les yeux pour rendre l'exercice plus excitant.

En fait, ce sont les capitaines qui ont perdu leur longue-vue et même leurs lunettes, et qui refusent de sentir autre chose que les sensations du marché et le vol douteux des *triple A* distribués par des agences de notation aussi corrompues que leurs clients.

Une loi de type Glass-Steagall permettra une restructuration saine des dettes, condition nécessaire pour organiser une reprise. Cela ne se joue ni sur le terrain d'un fédéralisme supranational qui dégénère en fascisme financier, ni sur celui d'un repli sur soi qui dégénère en national-monétarisme. Cela se joue sur le terrain de la création humaine, d'un accroissement de la production par être humain et par unité de surface et de grands projets de développement mutuel qui rétabliront la confiance dans le futur de leurs participants.

Nous vivons une crise de civilisation. Dans ces cas-là, soit on reste dans un système incapable d'assurer son propre avenir, soit on en sort. Le moment est venu d'en sortir. Le Glass-Steagall en est la clef, de grands projets rétablissant les objectifs communs de l'humanité, ce vers quoi il permettra d'ouvrir. Mme Merkel, M. Sarkozy ou M. Obama ont prouvé leur incompétence, leur manque de caractère et leur complaisance pour la loi du plus fort, les conduisant à une politique qu'on ne peut qualifier autrement, compte tenu de ses conséquences, que de criminelle. L'euro et le dollar se sont faits hara-kiri. A chacun d'en tirer les conséquences dans son engagement politique.